

La Question d'Orient et le parti socialiste international

Christian Rakovsky

Source: «La Petite République», mercredi 14, jeudi 15 et vendredi 16 avril 1897, p.2. Notes MIA.

I

Les conditions historiques du progrès de l'idée socialiste en Orient

La question d'Orient peut être examinée à deux points de vue : 1° par rapport aux intérêts immédiats des populations balkaniques ; 2° au point de vue des intérêts généraux de l'Europe démocratique. Nous allons analyser successivement ces deux côtés de la question et exposer les conclusions qui en découlent.

Après les massacres chroniques d'Arménie, nous ne pensons pas qu'il se trouve un homme au monde qui puisse encore mettre en doute la barbarie et la cruauté du gouvernement turc. De même qu'après les rapports officiels des ambassadeurs et consuls européens – et surtout les rapports anglais dévoilés, publiés dans les *Livres Bleus* – nous ne croyons pas qu'il se trouve encore un journaliste pour déclarer que les massacres en masse, en Turquie, sont un « mythe, une invention des presses intéressées » – de la presse russe hier, quand il s'agissait de la Bulgarie et de la Bosnie, de la presse anglaise aujourd'hui, quand il s'agit de l'Arménie et de la Crète ^[1].

La Turquie

On ne se fait pas non plus d'illusion sur l'état politique et social de la Turquie, ni sur son incapacité de s'adapter aux exigences et aux nécessités de la civilisation moderne.

Car nous nous trouvons ici en présence d'un État, dont la décomposition est arrivée à son dernier degré. Partout règnent l'anarchie et le plus grand arbitraire. Loi, administration, finances, tout est en pleine désorganisation, sans avoir été jamais organisé. Nulle part les fonctionnaires ne pratiquent le vol et la corruption sur une si grande échelle qu'en Turquie. Les magistrats arrêtent des innocents uniquement pour se faire payer leur libération. Les procès sont jugés, non pas d'après la loi, que les juges turcs ne connaissent ni ne consultent jamais, mais d'après l'argent que peuvent donner les plaideurs ; celui qui paye le plus est sûr de son affaire.

La police et les tribunaux protègent contre argent les plus grands usuriers, voleurs et brigands de grandes routes, qui dépouillent et exterminent la population. C'est pour cela que le brigandage en Turquie est plus florissant qu'il ne l'était en Espagne et en Sicile aux époques les plus troublées.

[1] En 1895-1897, les Arméniens de l'empire ottoman sont victimes d'une série de massacres de masse qui préfigurent le génocide de 1915. En Crète, une insurrection populaire contre l'occupation ottomane de l'île éclate et s'étend de 1896 à 1898, arrachant l'indépendance de l'île, puis son autonomie sous juridiction de la Grèce.

Pour montrer jusqu'où va ce brigandage et la protection que lui donne le pouvoir, nous mentionnerons le fait suivant : Le pouvoir central ordonna, sur la demande, plusieurs fois répétée, de l'ambassadeur anglais, l'arrestation d'Ahmed Aga, dont les exploits, assassinats et brigandages, ont jeté longtemps la terreur dans tous les environs de Diyarbakir. Cet ordre ne fut jamais exécuté, car Ahmed Aga fréquentait assidûment chez le *vali* (préfet), qui était son plus grand protecteur. Il y a plus : le même Ahmed Aga fut ensuite nommé chef du bataillon des chevaliers kurdes, pendant les massacres, et décoré par le sultan.

La justice en Turquie est mise aux enchères ; d'après un certain tarif *bakchiche*, comme on le nomme, on peut acheter tout fonctionnaire turc ; ce dernier ne recevant que très rarement ses appointements, il tâche de compenser cette perte par d'autres moyens. Les fonctionnaires des postes, télégraphes et douanes, avant de verser la recette dans la caisse centrale mettent eux-mêmes de côté ce qui doit leur revenir comme appointements. Une telle comptabilité est loin d'approcher de la perfection, mais le pouvoir est impuissant, car le vol est général en bas aussi bien qu'en haut.

Ce que nous disons pour les fonctionnaires est vrai aussi pour les soldats. La seule perspective souriante qu'ils aient devant eux, c'est le butin pris pendant les massacres.

Les Kurdes

C'est ici l'occasion de dire deux mots sur les Kurdes, qui ont acquis une triste célébrité dans les massacres de l'Asie-Mineure.

C'étaient des peuplades très paisibles, vivant de l'agriculture. Or, le gouvernement turc vint les arracher à leurs travaux ordinaires pour les transformer en gardiens de la frontière turco-russe.

Pour tout salaire et récompense, les autorités les ont laissés libres de piller les villages arméniens voisins.

Il n'est pas difficile de deviner quelle misère économique se cache sous un tel régime politique. Les usuriers, les spéculateurs, les gros propriétaires fonciers chrétiens ou musulmans, sous la haute protection payée de la police et de la magistrature, exploitent et pressurent la population ouvrière et paysanne, chrétienne et musulmane sans distinction.

Après les massacres, c'est la famine, qui ravage maintenant la population de l'Asie Mineure. Constantinople actuellement est plein de milliers et de milliers d'ouvriers sans travail. Et sait-on combien cette misère profonde a contribué et contribuera encore aux massacres ? Le gouvernement turc, en effet, a recours aux massacres pour créer une diversion à la population musulmane. Le gouvernement russe se servait des juifs en faisant d'eux les boucs émissaires de la misère des paysans et de la petite bourgeoisie russe, et les dénonçait à la vengeance et au fanatisme stupide des masses ; le gouvernement turc se sert de même des Arméniens et des Crétois aujourd'hui, comme il se servait des Macédoniens hier, des Bulgares il y a vingt ans, en les dénonçant à la population musulmane comme la cause principale de ses malheurs.

La situation économique

Et ce qui rend plus affreux encore cet état de misère, c'est qu'à la prolétarianisation de la population ne répond aucun développement du capitalisme, dans le sens large du mot : développement du commerce et de l'industrie. Le capital veut être protégé et défendu par une législation et une administration plus ou moins modernes ; mais dans les conditions politico-sociales de la Turquie, il ne pourra revêtir une autre forme que celle de l'usure et de la spoliation. L'industrie n'y est représentée que par quelques conquistadors, quelques chevaliers d'industrie, venus des quatre coins de l'Europe pour brasser des affaires, pour obtenir l'exploitation de quelque mine de chrome ou de cuivre, quelque entreprise de chemins de fer. En semant l'or, ils arrivent à se créer des privilèges scandaleux et à spolier la population, d'autant plus qu'ils peuvent profiter de l'impunité que leur garantissent les capitulations – cette charte de liberté édictée non pas pour les Européens, mais pour les spéculateurs.

Imaginons qu'à la place de la Turquie viennent se former quelques États nouveaux à organisation bourgeoise moderne ; le tableau sera notablement modifié. Certes, ce n'est pas à un socialiste à faire l'éloge des petits états bourgeois d'Orient, mais non plus nous ne devons pas fermer les yeux devant les grands avantages relatifs qu'ils représentent vis-à-vis de la Turquie.

Au fond, qu'est-ce que nous, les socialistes, devons poursuivre en Orient ? En dehors du sentiment de justice et d'humanité, qui nous pousse à défendre la cause des opprimés de là-bas, serons-nous assez aveugles pour ne pas voir que nous défendons en même temps la cause du socialisme, en contribuant à la naissance des conditions historiques de son développement ?

Le socialisme en Orient

L'autonomie politique des peuples balkaniques a permis leur développement économique et l'éclosion du parti socialiste. La chute de la domination turque en Roumanie, Bulgarie, Serbie, a emporté cette muraille de barbarie, qui arrêta la marée socialiste au deçà des Carpates, du Danube et des Balkans.

Le parti socialiste international, aujourd'hui, peut être fier. Il compte des milliers et des milliers de partisans en Bulgarie, Roumanie, Serbie et Grèce. En Bulgarie et Roumanie, nous avons des représentants dans les Parlements, une presse bien organisée, des cercles, des syndicats, en un mot notre parti est déjà depuis longtemps dans cette voie sérieuse et féconde d'où il ne sortira que victorieux. Nous pouvons en dire autant en ce qui concerne la Serbie, sauf quelques restrictions légères. Seule, la Grèce, ne paraît pas encore bien hospitalière au socialisme. Cela tient surtout au chauvinisme, qui fait de grands ravages non seulement dans certains pays d'Occident, mais bien plus encore dans certains pays d'Orient et surtout en Grèce. C'est le passé malheureux de ce pays qui en est la grande cause, et l'unité grecque le meilleur correctif.

Oui, il est de l'intérêt de la cause socialiste, en Orient, de favoriser les tendances nationales des peuples soumis au sultan.

Certes, nous convenons que la question n'est pas très simple, et s'il y a tant de controverses, c'est qu'elle prend un caractère très sérieux et très compliqué par suite de l'intervention des États intéressés et surtout de la Russie. Il est extrêmement vrai que les manœuvres de l'empire russe doivent tenir en éveil le parti socialiste international. Actuellement, « *les longs bras de la diplomatie russe – comme on disait dans le premier [Manifeste de l'Internationale](#) (1864) – plus que jamais arrivent à fouiller dans tous les cabinets européens* », et à agir ainsi puissamment sur les affaires intérieures de tous les pays.

Chaque succès de la Russie aura un contre-coup fâcheux dans les rapports intérieurs de la plupart des États européens. Ainsi la question d'Orient, qui occupe presque toute la politique extérieure de la Russie, devient, pour le parti socialiste international, une question non seulement de politique extérieure, mais encore et surtout de politique intérieure.

II

L'influence russe en Orient, ses causes et les moyens de la combattre

On exprime la crainte qu'en accordant l'autonomie aux différentes provinces chrétiennes on n'affaiblisse la Turquie et qu'on fasse le jeu de la diplomatie russe.

Cette politique, qui tend à la conservation, malgré tout, de l'intégrité de l'empire ottoman, est la politique suivie par l'Europe depuis plus d'un siècle. Or, qu'a-t-elle donné ? L'existence de la Turquie est-elle plus assurée qu'il y a cent ans ? Est-on arrivé à anéantir la puissance de la diplomatie russe ? Ni

l'un, ni l'autre. Cette politique est arrivée, par ses absurdités, à démontrer son impuissance complète. Non seulement elle n'était pas un moyen de lutte efficace contre la Russie, mais, comme nous le démontrerons, elle faisait son jeu.

En effet, la Russie a exploité la faiblesse de l'empire ottoman, mais elle ne l'a pas créée. La puissance turque était basée sur les mœurs guerrières des tribus de l'Asie centrale, quand la vie patriarcale était dans toute son intensité ; et les sultans de cette époque étaient les premiers soldats et les plus ardents dans la bataille. Les Turcs venaient en Europe avec leur civilisation, à eux, avec leurs rapports de famille et de propriété, absolument différents des nôtres. Mais dès que les Turcs quittèrent le sabre pour la pioche, et la vie nomade et guerrière pour la vie sédentaire et agricole, leur puissance fatalement marcha vers son déclin.

La Russie a profité de cet état de décomposition pour agrandir sa puissance et son territoire aux dépens de la Turquie. Et l'Europe occidentale que devait-elle faire ? Au lieu de soutenir la vie de cet homme atteint d'une maladie organique et incurable – la déchéance historique, – incapable de s'approprier la civilisation européenne, sauf les vices et les défauts, elle devait lui chercher des héritiers qui pourraient le remplacer avant qu'il soit dépouillé par la Russie.

Ces héritiers légitimes de l'empire turc venaient de se montrer d'eux-mêmes.

La renaissance de l'idée nationale après les guerres napoléoniennes ne resta pas sans influence aussi en Orient. Les peuples grecs, serbes, albanais, roumains, bulgares, l'un après l'autre, se réveillèrent pour demander leur indépendance politique et nationale. Il ne restait aux pays occidentaux qu'à profiter de ce mouvement, l'encourager, et préparer ainsi les avant-postes de la civilisation occidentale en Orient.

Or c'est la Russie qui a profité de ces mouvements. Elle les a canalisés dans la direction de ses intérêts. Bientôt, en effet, elle commençait à jouer le rôle qui lui convenait si mal, mais qu'elle remplissait si bien, celui de protectrice des opprimés. Sous ce prétexte, elle déclarait guerres sur guerres à la Turquie ^[2] et envoyait des émissaires pour prêcher la liberté. Elle favorisait l'indépendance roumaine et serbe. Par l'intermédiaire des commerçants grecs à Odessa, elle envoyait des secours matériels aux Grecs, tandis qu'un des princes Orloff allait en Grèce prendre la tête de l'insurrection. Et quand, après plusieurs soulèvements en Bulgarie – brutalement réprimés d'ailleurs et suivis des plus terribles représailles, au point qu'elles firent éclater l'indignation de l'Europe tout entière – les Bulgares se trouvèrent en proie au plus grand désespoir, la Russie leur envoya l'émissaire M. Jonine – un des futurs agents diplomatiques de la Bulgarie – qui, à Bucarest (Roumanie), reforma le comité central révolutionnaire bulgare pour préparer une nouvelle insurrection (1876).

Ainsi, par une contradiction très compréhensible, la Russie, qui défendait en Occident le « légitimisme » et restaurait les rois chassés de leurs trônes, faisait en Orient de la démagogie et jouait à la révolution. Il est vrai aussi que, après une guerre engagée pour les « frères » chrétiens, elle arrivait chaque fois à incorporer à son immense territoire une nouvelle province. Il est vrai encore que les peuples délivrés par elle devaient tôt ou tard tomber sous son joug, et si cela ne s'est pas encore produit pour tous absolument, ce n'est certes pas de sa faute. Dans les Balkans, elle employait un procédé dont elle avait déjà usé avec grand succès ailleurs. C'est ainsi qu'en Crimée, elle excita les Tartares à se soulever contre la domination turque, tout en leur promettant, s'ils s'unissaient à elle, de leur accorder une certaine autonomie. Leur autonomie maintenant est allée rejoindre la constitution promise à la Pologne !

De même, la Russie exploita les sentiments nationalistes des Finlandais contre les Suédois. Les Finlandais ont bien obtenu une certaine autonomie, présentant surtout un caractère administratif, mais de plus en plus le gouvernement russe limite leurs droits. Le dernier acte en ce sens ne remonte qu'à quelques semaines : c'est la suppression du drapeau finlandais. « *Dorénavant*, dit l'acte impérial,

[2] Au XIXe siècle l'Empire Ottoman et l'Empire tsariste s'opposèrent au cours de quatre guerres : en 1806-1812, 1828-1829, 1853-1856 (Guerre de Crimée) et 1877-1878.

partout en Finlande, il n'est plus permis de déployer un autre drapeau que le drapeau russe. »

III

C'est par les mêmes moyens que la Russie en est venue jusqu'à mettre la main sur les deux millions d'Arméniens qui gémissent maintenant sous le joug des tsars. Les Arméniens étaient des sujets turcs ou perses. Et même, sous la domination de la Perse, ils avaient encore gardé quelque indépendance. C'est ainsi que dans les montagnes du Caucase, existaient quatre principautés arméniennes vassales de la Perse, connues sous le nom de principauté de « *Carabag* » [*le Karabakh*], avec une population totale de 120 à 150.000 habitants. Leurs princes firent la guerre à la Perse et entrèrent sous la suzeraineté du tsar pour disparaître à jamais. Évidemment, la leçon donnée par [*la tsarine*] Catherine aux Arméniens n'était pas assez instructive, puisque nous voyons de nouveau les Arméniens s'allier à la Russie dans toutes ses guerres contre la Perse et la Turquie. Leur secours efficace est d'ailleurs reconnu, même par les historiens russes, comme Glinca ^[3].

Ils allèrent plus loin encore. Sous le règne de Nicolas Ier, ils se réunirent à Paskewitch – le commandant russe – pour faire la guerre à la Perse, en fournissant 10.000 volontaires armés aux frais du riche monastère d'Etehmiadzine, la résidence du *catholicos*, le chef de l'église arménienne se trouvant à l'époque de Paskewitch sous l'autorité de la Perse. À la tête de ces 10.000 hommes s'était mis le *catholicos* lui-même, Nersea V surnommé « le grand », probablement à cause de son extraordinaire naïveté. Mais, ce n'était pas pour rien que les Arméniens s'étaient engagés : on leur avait promis une principauté autonome sous la protection russe. Cette principauté devait porter le nom de principauté d'Ararat.

La Russie, sortie victorieuse de cette guerre, conquiert la province d'Erivan ; Paskewitch lui-même reçut le bâton de maréchal et le titre d'Erivansky ; quant aux Arméniens, eux aussi, ils conquièrent quelque chose... la fermeture de leurs écoles, tolérées par la Perse et la Turquie. « *Il y a quelque dix ans, dit une proclamation arménienne publiée en 1881-85, les despotes russes nous ont promis, sous la garantie de leur signature, l'indépendance du pays d'Ararat ; ils nous ont promis de refaire la constitution ancienne d'Ani et Vagarachpad, leur gloire et leur gouvernement ; cependant ils renient lâchement leurs propres paroles et, au lieu de ces promesses brillantes, ils ajoutent aux ruines des monuments d'Ani les ruines de nos écoles. »*

Ajoutons à tout cela que si elle en avait eu la possibilité, la Russie aurait agi de même avec les peuples balkaniques. Malheureusement, les peuples ne peuvent deviner l'arrière-pensée des gouvernements : ils sont simplistes en leurs raisonnements, et comme la Russie les aidait et les défendait contre la barbarie turque, ils ont donné toutes leurs sympathies aux bourreaux de la Pologne devenus pour eux des « protecteurs » et des « libérateurs ».

La Russie jouait, au reste, avec d'autant plus de facilité avec le feu de la révolution en Orient, que la grande masse du peuple russe était couverte par les glaces de la servitude et de l'ignorance. Aucun contre-coup n'était à redouter.

Pourquoi l'Occident n'a-t-il pas pris cette arme formidable des mains de la Russie pour la diriger contre elle, en défendant la cause de la liberté en Orient ? Est-ce par simple imprévoyance et erreur diplomatique ? Évidemment non. En tout cela il y a d'autres causes qui expliquent d'une façon plus naturelle l'inaction et l'esprit conservateur de l'Europe en Turquie.

Il y a déjà huit mois, dans notre rapport au Congrès de Londres ^[4], nous autres, les socialistes bulgares, nous avons insisté assez sur le rôle prépondérant qu'ont joué en Orient les *bonholders*, les

[3] Glinka, Fiodor Nikolaïevitch (1786-1880), poète, journaliste et historien russe. Lié au mouvement « décembriste », il fut exilé en Carélie.

[4] Il s'agit du 4e Congrès de la Seconde internationale qui s'est tenu à Londres du 27 juillet au 1er août 1896.

porteurs des bons de la dette ottomane. Il est clair en effet qu'aucun des États qui se sont détachés de la Turquie (Bulgarie, Serbie, Grèce, Roumanie), et de ceux qui se détacheront demain (Arménie, Crète, Macédoine), n'acceptera le lourd héritage des dettes des sultans. Voilà comment pour une certaine catégorie de gens très influents la conservation de l'empire turc présente un intérêt suprême.

D'un autre côté, la Turquie actuelle, avec les capitulations, qui font de chaque filou européen un véritable *pacha*, constitue la meilleure colonie d'exploitation qu'on puisse imaginer.

Quant à la Russie, où l'industrie n'est pas développée, où il n'y a pas de capitaux libres à prêter, elle n'avait aucun intérêt financier ou industriel en Turquie. Ses mains étaient libres et elle n'avait en vue que la poursuite de son but politique.

Voilà, en somme, l'ensemble des causes qui d'un côté ont amené la passivité de l'Europe, et de l'autre côté ont donné toute liberté d'action à la Russie et déterminé son succès. Tandis que l'Occident ne voulait pas entendre parler de l'autonomie de ces peuples et disait par l'intermédiaire de lord Chatam : « *Avec un homme qui ne voit pas les intérêts de l'Angleterre (et de l'Europe) dans la conservation de l'empire ottoman, je n'ai pas à discuter* », la Russie travaillait pour établir cette autonomie et pour consolider sa propre puissance.

Ainsi la bourgeoisie occidentale, par son égoïsme mercantile, par ses divisions et luttes intérieures pour la domination du marché commercial, a failli à son rôle historique en Orient. Croyant combattre la Russie, en soutenant la Turquie, elle ne faisait que son jeu, en la rendant la protectrice indispensable des chrétiens délaissés par l'Occident, en faisant d'elle un instrument mensonger du procès de la civilisation. À l'Europe capitaliste et bourgeoise incombe toute la responsabilité de la prédominance russe en Orient.

C'est au parti socialiste international de faire ce que la bourgeoisie n'a pas fait. Ce rôle à jouer dans l'intérêt propre de la civilisation et de la cause socialiste en Orient et en Occident devient actuellement d'autant plus facile que la Russie, comme nous le verrons, par la nouvelle orientation dans la question de Constantinople, découvre ses propres flancs et les offre à notre attaque.

K. Rakowsky, Rédacteur au « Socialiste » de Sofia (Bulgarie).